

**REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE
DU BASSIN VERSANT DU TARN-AMONT**

DE_2020_054

Renouvellement de l'adhésion au service paie du CDG48

L'an deux mille vingt et le dix-sept décembre, le comité syndical, dûment convoqué, s'est assemblé au nombre prescrit par la loi à distance, sous la présidence de Serge VÉDRINES.

Étaient présents : Jean-Michel ARNAL, Daniel AURIOL, Christine BEDEL, Didier CADAUX, Arnaud CURVELIER, Gilbert FAUCHER, Daniel GIOVANNACCI, Serge GRASSET, René JEANJEAN, Catherine JOUVE, Madeleine MACQ, Yves MALRIC, Jean-Philippe MARTIN, Sylvain MOLINES, Pierre PANTANELLA, Patrick SALSON, Richard SARRAU, Serge VÉDRINES

Étaient représentés : Jean-Michel DAUMAS par Jean-Philippe MARTIN, Pierre HERRGOTT par Sylvain MOLINES, Régis VALGALIER par Madeleine MACQ

Secrétaire de séance : Madeleine MACQ

Date de convocation : 09 décembre 2020

Délégués du comité syndical		
En exercice : 23	Présents : 18	Pouvoirs : 3
Résultat du vote		
Pour : 21	Contre : 0	Abstention : 0

À l'unanimité, le comité syndical, après avoir délibéré,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération DE_019_2018 portant adhésion du syndicat au service paie du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Lozère ;

Vu la convention d'adhésion au service paie signée le 11 juillet 2018 suite à la délibération DE_019_2018 et appliquée à compter du 1^{er} janvier 2018 pour une durée de trois ans ;

Considérant que cette convention d'adhésion au service paie se termine au 31 décembre 2020 ;

Le président propose de renouveler cette adhésion au service paie afin de réaliser de traitement de la paie des personnels, des indemnités des élus rémunérés et la transmission des données sociales N4DS à compter du 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 1 an, renouvelable par reconduction expresse.

Approuve le renouvellement de l'adhésion au service paie à compter du 1^{er} janvier 2021 pour une durée de 1 an et renouvelable par reconduction expresse.

Autorise le président à signer la nouvelle convention ci annexée.

Dits que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de 2021 pour le paiement de la cotisation afférente à ce service dont le montant est fixé par la convention d'adhésion au service.

Ainsi fait et délibéré à distance, les jours, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

Le président, Serge VÉDRINES

A circular stamp of the 'SYNDICAT MIXTE DU BASSIN D'AMONT TARN' is visible. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'S. Védrières'.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le 17 / 12 / 2020
et publié ou notifié
le 17 / 12 / 2020



Convention d'adhésion au service paye

Transmission des données sociales

Vu les dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 25,
Vu la délibération n° 93-01-03 du Conseil d'Administration du 21 janvier 1993 relative à la mise en place d'un service de confection de paye pour les collectivités du département de la Lozère,
Vu la délibération n° 07.12.29 du Conseil d'Administration du 13 décembre 2007 relative à la mise en place du service paye N4DS pour les collectivités du département de la Lozère,
Vu la délibération n°2020_081 du Conseil d'Administration du 1^{er} décembre 2020 relative à la prestation paie,

Entre, d'une part :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Lozère, représenté par son Président, dûment habilité par délibération du conseil d'administration du 23 octobre 2020,

Et,

D'autre part :

Le SMBV Tarn-Amont représenté par son Président, Monsieur Serge VEDRINES, dûment habilité par délibération du.....,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La collectivité confie au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Lozère (CDG48) le traitement informatique des paies de tout son personnel et des indemnités des élus. Le Cdg48 réalisera, sur indications de la collectivité, l'édition des bulletins de salaire ainsi que l'ensemble des éléments associés liés aux procédures régulières de paie.

Article 2 : Description de la prestation paie-transmission de données sociales

Le CDG48 assurera pour le compte du SMBV Tarn-Amont les prestations ci-après définies :

I - Le traitement de la paie des personnels (titulaires, non titulaires de droit public et privé, vacataires) et indemnités des élus rémunérés par la Collectivité.

Ce traitement comprend :

- l'établissement des bulletins de paie et indemnités,
- l'établissement des états de charges sociales (URSSAF, CNRACL, IRCANTEC, RAFP, ...),
- l'établissement d'états de charges diverses,
- l'établissement des états de fin d'année,
- l'établissement des états de mandatement,
- la génération et la transmission du fichier « zip » de dématérialisation de la paie (bulletins + pièces justificatives) destiné à votre trésorier payeur,
- la récupération des taux individuels pour le prélèvement à la source (PAS) via la plate-forme sécurisée « Net-Entreprises » (cf. III).

Tous les documents établis sont transmis exclusivement par voie dématérialisée.

II - La transmission des données sociales N4DS (ex DADS-U)

Les collectivités adhérentes au service paie pendant une année civile complète ont la possibilité de confier, au CDG48, les opérations de transfert de données sociales en fin d'année (DADS-U), en retournant l'annexe jointe page 3.

III – Dans le cadre de la mise en place du dispositif du Prélèvement à la Source (PAS) au niveau du cycle de paie, les traitements liés aux générations de fichiers via le logiciel de paie (fichier PASRAU) et à leurs transferts via la plateforme Net-Entreprises (fichiers PASRAU et CRM) seront réalisés par le CDG48 pour le compte de la collectivité (ou établissement) ayant conventionné avec le CDG48.

Article 3 : Conditions de réalisation

La collectivité s'engage à désigner un référent et à transmettre impérativement au service paie du CDG48 au plus tard le 15 de chaque mois tous les éléments nécessaires au calcul des rémunérations et notamment tous les éléments susceptibles de modifier le calcul de la paie.

A défaut d'information de la part de la collectivité, le CDG48 effectuera tous les calculs sur la base des éléments en sa possession.

La collectivité reste dans le cadre de ses prérogatives légales totalement responsable des décisions concernant la confection des salaires et la situation administrative de ses personnels.

Article 4 : Dispositions financières

Ces travaux seront rémunérés sur les bases fixées par délibération du Conseil d'Administration du 1^{er} décembre 2020, soit à compter du 1^{er} janvier 2021 :

- 8.00 Euros par bulletin réalisé
- 160.00 Euros pour la réalisation de la N4DS (ex : DADS-U)

La facturation de la mission paye est établie :

- au mois de décembre de l'année civile n à partir du nombre de bulletin réalisé par mois pour la prestation « paie ».
- au cours du 1^{er} trimestre de l'année n+1 après l'envoi des données sociales pour la prestation « N4DS ».

Le paiement s'effectuera sur l'exercice selon les règles de la comptabilité publique, par mandat administratif à l'ordre de Monsieur le Payeur Départemental de la Lozère-BDF-MENDE-30001-00527-C480000000002.

Les tarifs de rémunération du Centre de Gestion pourront être révisés par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion auquel adhère la collectivité.

Article 5 : Exécution de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année et s'applique à compter du 1^{er} janvier 2021. Elle se renouvelle par reconduction expresse. Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties à échéance annuelle sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois.

Article 6 : Litiges

Tous litiges pouvant résulter de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Nîmes.

A Ste-Enimie, le.....

Le Président,
(Cachet + signature)

Serge VEDRINES

A Mende, le

Le Président du Centre de Gestion,

Laurent SUAU

ANNEXE 1

(Adhésion N4DS (ex DADS-U))

Qu'est-ce que la N4DS ?

La Norme pour les Déclarations Dématérialisées Des Données Sociales ou N4DS (évolution de la norme DADS-U qui permet d'élargir le périmètre des déclarations supportées par la norme mais, aussi d'améliorer la fiabilité des données déclarées) est une formalité obligatoire pour toutes les collectivités publiques.

Cette déclaration contient, entre autres, les éléments de rémunérations perçues par tous les agents durant l'année civile.

La Norme pour les Déclarations Dématérialisées Des Données Sociales (N4DS) permet, à partir d'un logiciel de paie, de déclarer toutes les données des salariés, en un seul envoi, à destination des organismes concernés : l'assurance maladie, la retraite, les cotisations, le chômage, les statistiques, et aussi les impôts.

Quand transmettre la N4DS ?

La N4DS doit être envoyée par chaque collectivité ou par son tiers déclarant (centre de gestion...) au plus tard le 31 janvier pour les déclarations.

A compter du 1^{er} janvier 2021, cette prestation est facturée 160 euros.

Dans le cadre de la convention relative à l'établissement de la paie des personnels et indemnités des élus, je vous informe que le SMBV Tarn-Amont :

☐ souhaite que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Lozère réalise la N4DS annuelle de ma collectivité.

☐ ne souhaite pas que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Lozère réalise la N4DS annuelle de notre collectivité.

Fait à Ste-Enimie, le.....

Le Président,
(Cachet + signature)

Serge VEDRINES

ANNEXE 2 **(traitement des absences)**

Le Centre de Gestion assure le suivi des absences pour la collectivité/établissement dont il assure le traitement de la paye.

La prestation consiste à la gestion :

- des congés annuels
- des RTT
- des congés maladie
- du compte épargne temps
- des récupérations

La collectivité s'engage à fournir au CDG l'ensemble des pièces nécessaires à l'accomplissement de la mission. La responsabilité du centre de gestion ne saurait être engagée en cas d'erreurs liées à la communication par la commune/l'établissement d'informations ou de documents erronés ou en l'absence de transmission, dans les délais, de l'ensemble des éléments à prendre en compte pour la prestation proposée.

A compter du 1^{er} janvier 2021, cette prestation est facturée à 120 euros par an et par agent. Cette facturation est identique quelle que soit la date d'entrée ou de sortie de l'agent de la collectivité. La facturation interviendra en début d'année civile et pour les entrants en cours d'année la facturation s'effectuera dès la réalisation du premier bulletin de paye.

Dans le cadre de la convention relative à l'établissement de la paie des personnels et indemnités des élus, je vous informe que le SMBV Tarn-Amont :

☐ souhaite que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Lozère réalise le décompte annuel des droits à congés des agents de la collectivité.

☐ ne souhaite pas que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Lozère réalise le décompte annuel des droits à congés des agents de la collectivité.

Fait à Ste-Enimie, le.....

Le Président,
(Cachet + signature)

Serge VEDRINES